



Pétition nationale

Exigeons un référendum !



Ils le disent tous : les dirigeants européens et Valéry Giscard d'Estaing, le père de la Constitution européenne de 2005 rejetée par le peuple : le traité de Lisbonne n'est ni «mini», ni simplifié». C'est la Constitution européenne bis !

Le 29 mai 2005, la majorité des Français ont rejeté cette Constitution européenne. On tente aujourd'hui de la leur imposer par les politiciens. C'est un véritable coup de force contre le peuple !

Le 29 mai 2005, 15,5 millions de personnes ont voté NON

Parce qu'ils refusaient :

- La mort de l'indépendance française, notre héritage sacré, fruit de tant de sacrifices.
- La Constitution d'un super État européen sur lequel les peuples n'auraient aucun contrôle,
- des politiques Euro-mondialistes qui ruinent nos économies, nos emplois et notre pouvoir d'achat.

Dans le Traité de Lisbonne, rien n'a changé !

Aucun gouvernement, sauf en Irlande, ne veut de référendum, parce que, comme l'a avoué Sarkozy, ils savent que les peuples diront "non". Mais ce que le peuple a fait, seul le peuple peut le défaire ! Exigez un référendum !

CONSTITUTION BIS : RIEN N'A CHANGÉ !

Le Super-Etat européen est toujours programmé :

- Des institutions anti-démocratiques : un Président non élu qui n'aura de comptes à rendre à personne ; la Commission de Bruxelles, véritable gouvernement eurocratique mais où tous les pays ne seront plus représentés ; un «Ministre des affaires étrangères», inféodé aux Etats-Unis et à l'OTAN, qui pourrait nous entraîner dans des guerres qui ne sont pas les nôtres (Irak, Iran, Serbie, etc.)
- Des décisions prises à la majorité dans presque tous les domaines (économie, social, immigration...), sans plus aucune garantie pour nos intérêts vitaux.
- Ces décisions seront supérieures à notre droit national et même à notre Constitution. La France ne sera plus qu'une collectivité locale asservie, découpée en Euro-Régions.

L'euro-mondialisme destructeur est toujours là :

- Un libre-échange international sans protection, facteur de concurrence déloyale, de fermetures ou de délocalisations d'entreprises.
- La «libéralisation» des services, qui tirera des millions de salaires vers le bas.
- Une Banque centrale européenne qui commande nos finances, notre économie, notre politique sociale depuis Francfort sans aucun contrôle.

C'est toujours l'Europe sans frontières et sans identité qui veut intégrer la Turquie :

- Bruxelles décidera des autorisations d'entrée dans toute l'Union Européenne, donc en France. Toutes les politiques de visas, immigration, asile, nous échapperont.
- Une fois admis dans un pays, tous les étrangers non-européens auront le droit de s'installer librement dans les autres pays de l'Union Européenne : en toute légalité, des centaines de milliers de clandestins régularisés par un autre Etat pourront venir vivre chez nous, sans qu'on nous demande notre avis.
- On refuse de définir les frontières de l'Europe, et les conditions d'adhésion sont tellement larges que demain, l'Ouzbékistan ou l'Algérie pourraient en devenir membres.
- Le préambule du Traité refuse de reconnaître les racines chrétiennes de l'Europe pour mieux intégrer la Turquie, dont on continue à négocier l'adhésion, quoi que prétende Sarkozy. Elle serait le pays le plus puissant de la nouvelle «Eurocratie».



AVEC LE PEN, SIGNEZ LA PÉTITION NATIONALE

Je demande au Président de la République d'organiser un référendum sur le Traité de Lisbonne

Je demande aux députés et aux sénateurs français de prendre l'initiative, comme la Constitution leur en donne le droit, de demander un référendum sur le Traité de Lisbonne.

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél. : Email :

Pétition à renvoyer au Front National - 4, rue Vauguon - 92210 Saint-Cloud - Tél. : 01 41 12 10 00 - www.frontnational.com